

SENATO DELLA REPUBBLICA

VI LEGISLATURA

(N. 1662)

DISEGNO DI LEGGE

approvato dalla Camera dei deputati, nella seduta del 22 maggio 1974
(V. Stampato n. 2658)

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(MORO)

di concerto col **Ministro dei Trasporti e dell'Aviazione Civile**

(PRETI)

Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 29 maggio 1974

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale sulla
procedura applicabile alla determinazione delle tariffe dei
servizi aerei regolari, adottato a Parigi il 10 luglio 1967

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo internazionale sulla procedura applicabile alla determinazione delle tariffe dei servizi aerei regolari, adottato a Parigi il 10 luglio 1967.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 7 dell'Accordo stesso.

ACCORD INTERNATIONAL
sur la procédure applicable à l'établissement des tarifs
des services aériens réguliers

LES GOUVERNEMENTS SOUSSIGNÉS,

CONSIDÉRANT que l'établissement des tarifs des services aériens réguliers internationaux est régi de différentes façons par de nombreux accords bilatéraux de transport aérien, ou ne fait l'objet d'aucune disposition entre Etats,

SOUHAITANT que les principes et les procédures pour l'établissement de ces tarifs soient uniformes et qu'il soit recouru aux procédures de l'Association du Transport Aérien International chaque fois que cela est possible,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

ARTICLE PREMIER

Le présent Accord:

a) établit les dispositions tarifaires applicables aux services aériens réguliers internationaux entre deux Etats Parties au présent Accord:

1° lorsque ces Etats ne sont pas liés entre eux par un accord bilatéral relatif à ces services,

2° lorsqu'un tel accord bilatéral existe mais ne contient pas de disposition tarifaire;

b) remplace les dispositions tarifaires contenues dans un accord bilatéral déjà conclu entre deux Etats Parties au présent Accord, pendant toute la durée où ce dernier reste en vigueur entre ces deux Etats.

ARTICLE 2

1) Dans les paragraphes suivants, le terme « tarif » désigne les prix du transport des passagers, des bagages et des marchandises et les conditions dans lesquelles ils s'appliquent, ainsi que les prix et conditions relatifs aux services d'agences et autres services auxiliaires, à l'exception toutefois des rémunérations et conditions relatives au transport du courrier.

2) Les tarifs à appliquer par les entreprises de transport aérien de l'une des Parties pour le transport à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie sont établis à des taux raisonnables, compte dûment tenu de tous les éléments d'appréciation, notamment du coût d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable, ainsi que des tarifs appliqués par les autres entreprises de transport aérien.

3) Les tarifs mentionnés au paragraphe 2 du présent Article sont, si possible, convenus entre les entreprises de transport aérien des deux Parties, après consultation des autres entreprises exploitant tout ou partie de la

LEGISLATURA VI — DISegni DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

route; les entreprises doivent, autant que possible, réaliser cet accord en recourant à la procédure de l'Association du Transport Aérien International pour l'élaboration des tarifs.

4) Les tarifs ainsi convenus sont soumis à l'approbation des autorités aéronautiques des deux Parties, au moins quatre-vingt-dix jours avant la date prévue pour leur entrée en vigueur. Dans des cas spéciaux, ce délai peut être réduit, sous réserve de l'accord desdites autorités.

5) Cette approbation peut être donnée expressément. Si ni l'une ni l'autre des autorités aéronautiques n'a exprimé son désaccord dans un délai de trente jours à partir de la date où la soumission aura été effectuée conformément au paragraphe 4 du présent Article, lesdits tarifs sont considérés comme approuvés. Dans le cas d'un délai de soumission réduit de la manière prévue au paragraphe 4, les autorités aéronautiques peuvent convenir d'un délai inférieur à trente jours pour la notification d'un éventuel désaccord.

6) Lorsqu'un tarif ne peut être établi conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent Article, ou lorsqu'une autorité aéronautique, dans les délais mentionnés au paragraphe 5 du présent Article, fait connaître à l'autre autorité aéronautique son désaccord à l'égard de tout tarif convenu conformément aux dispositions du paragraphe 3, les autorités aéronautiques des deux Parties doivent, après avoir consulté les autorités aéronautiques de tout autre Etat dont elles estiment utile de prendre l'avis, s'efforcer de déterminer le tarif au moyen d'un accord entre elles.

7) Si les autorités aéronautiques ne peuvent se mettre d'accord sur un tarif qui leur est soumis conformément au paragraphe 4 du présent Article, ou sur la détermination d'un tarif aux termes du paragraphe 6 du présent Article, le différend est réglé d'après les dispositions prévues dans l'accord bilatéral de transport aérien pour le règlement des différends.

8) Tout tarif établi conformément aux dispositions du présent Article demeure en vigueur jusqu'à l'établissement d'un nouveau tarif. Toutefois, la validité d'un tarif ne peut être prolongée en vertu de ce paragraphe pour une période supérieure à douze mois après la date à laquelle elle aurait dû prendre fin.

ARTICLE 3

1) S'il n'y a pas d'accord bilatéral de transport aérien entre les deux Parties, ou si un accord bilatéral existe mais ne comporte pas de dispositions pour le règlement des différends, et qu'il se produise un différend tel que prévu au paragraphe 7 de l'Article 2, les deux Parties peuvent, d'un commun accord, soumettre le différend pour règlement à toute personne ou organisme, ou, à la demande de l'une d'elles, convenir de le soumettre à un tribunal composé de trois arbitres.

2) En vue de composer le tribunal arbitral, chaque Partie nomme un arbitre dans un délai de soixante jours à partir de la date d'acceptation par l'autre Partie de la demande d'arbitrage, et le troisième arbitre est désigné par les deux premiers dans un autre délai de soixante jours à partir de la nomination du second arbitre.

3) Si l'une ou l'autre des Parties s'abstient de nommer un arbitre dans la période spécifiée, ou si le troisième arbitre n'est pas désigné dans le

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

délai imparti, le Président du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale peut être prié par l'une des Parties de compléter le tribunal arbitral. Dans ce cas, le troisième arbitre doit être le ressortissant d'un Etat tiers et assumer les fonctions de président du tribunal arbitral.

4) A moins que les Parties n'en aient convenu autrement, le tribunal établit sa propre procédure. Toutes ses décisions sont prises à la majorité des voix et sont définitives.

ARTICLE 4

Sans préjudice des dispositions de l'Article 2, paragraphe 7, et de l'Article 3, tout différend entre deux Parties ou plus, concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord qui ne peut pas être réglé par voie de négociation est soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une d'entre elles. Si, dans les six mois qui suivent la date de la demande d'arbitrage, les Parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'organisation de l'arbitrage, l'une quelconque d'entre elles peut soumettre le différend à la Cour Internationale de Justice, en déposant une requête conformément au Statut de la Cour.

ARTICLE 5

Le présent Accord est ouvert à la signature de tout Etat membre de la Commission Européenne de l'Aviation Civile.

ARTICLE 6

1) Le présent Accord est soumis à la ratification ou à l'approbation des Etats signataires.

2) Les instruments de ratification et les notifications d'approbation seront déposés auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 7

1) Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour après que cinq Etats membres de la Commission Européenne de l'Aviation Civile auront, soit déposé un instrument de ratification, soit notifié une approbation.

2) A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera ou l'approuvera par la suite, il entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de son instrument de ratification ou de sa notification d'approbation.

ARTICLE 8

1) Le présent Accord est ouvert après son entrée en vigueur à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée.

2) L'adhésion est effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et prend effet le trentième jour qui suit la date de ce dépôt.

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ARTICLE 9

Le présent Accord peut être dénoncé par toute Partie au moyen d'une notification adressée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. Cette dénonciation prend effet un an après réception de ladite notification.

ARTICLE 10

1) Toute Partie peut, au moment où elle signe, ratifie ou approuve le présent Accord ou y adhère, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par les dispositions de l'Article 4. Les autres Parties ne sont pas liées par lesdites dispositions envers toute Partie qui a formulé une telle réserve.

2) Toute Partie qui a formulé une réserve conformément aux dispositions du paragraphe précédent peut à tout moment lever cette réserve par une notification adressée à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 11

1) Dès son entrée en vigueur, le présent Accord est enregistré auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par les soins de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

2) L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale transmet un exemplaire certifié du présent Accord à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée.

3) L'Organisation de l'Aviation Civile Internationale notifie à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée:

- a) toute signature du présent Accord;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, de toute notification d'approbation ou de tout instrument d'adhésion et la date de ce dépôt;
- c) toute notification de dénonciation reçue;
- d) toute notification de réserve faite en application de l'Article 10 et tout retrait d'une telle réserve.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le dix juillet mille neuf cent soixante-sept, en un exemplaire unique en français, anglais et espagnol, chacun de ces textes faisant également foi.

Autriche:

Belgique:

ROTHSCHILD 5 September 1967

Danemark:

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Finlande:

OSCAR LARES

*Luxembourg:**Pays-Bas:*

H. LEOPOLD 18 gennaio 1968 (I)

*Norvège:**Portugal:*

VICTOR VERES

Espagne:

P. CORTINA MAURI

*Suède:**Suisse:**France:*

J. BOITREAUD

*République Fédérale d'Allemagne:**Grèce:*

J. KALLERGIS

*Islande:**Irlande:*

MARY CATHERINE TINNEY

Italie:

GIAN PIERO NUTI

*Turquie:**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*

D. P. REILLY

(I) Au moment de la signature de la présente Convention je déclare, d'ordre de mon Gouvernement, que ma signature n'engage que la partie du Royaume des Pays-Bas située en Europe et que le Gouvernement Royal se réserve la faculté d'étendre à une date ultérieure, l'application de la Convention au Surinam et/ou aux Antilles néerlandaises.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo, fra cui il testo francese qui sopra riportato.

ACCORDO INTERNAZIONALE**sulla procedura applicabile alla determinazione delle tariffe
dei servizi aerei regolari**

I Governi firmatari,

Considerando che la determinazione delle tariffe dei servizi aerei regolari internazionali è regolata in vari modi da numerosi accordi bilaterali di trasporto aereo, o non è oggetto di alcuna disposizione fra Stati,

Auspiciando che i principi e le procedure per la determinazione di tali tariffe siano uniformi e che si faccia ricorso alle procedure dell'Associazione del Trasporto Aereo Internazionale ogni volta che ciò sia possibile,

Hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

Il presente Accordo:

a) stabilisce le disposizioni tariffarie applicabili ai servizi aerei regolari internazionali tra due Stati Parti del presente Accordo:

1° quando tali Stati non sono legati tra loro da un accordo bilaterale relativo a tali servizi,

2° quando un tale accordo bilaterale esiste ma non contiene disposizioni tariffarie;

b) sostituisce le disposizioni tariffarie contenute in un accordo bilaterale già concluso tra due Stati Parti del presente Accordo, durante tutto il periodo in cui quest'ultimo resta in vigore tra i due Stati.

ARTICOLO 2.

1) Nei paragrafi seguenti, il termine « tariffa » indica i prezzi del trasporto dei passeggeri, dei bagagli e delle merci e le condizioni alle quali essi si applicano, nonché il prezzo e le condizioni relative ai servizi d'agenzia ed altri servizi ausiliari, ad eccezione, tuttavia, delle remunerazioni e delle condizioni relative al trasporto della posta.

2) Le tariffe da applicarsi da parte delle imprese di trasporto aereo di una delle Parti per il trasporto a destinazione o in provenienza dal territorio dell'altra Parte sono determinate a tassi ragionevoli, tenuto debitamente conto di tutti gli elementi di valutazione, in particolare del costo di esercizio, di un ragionevole utile, nonché delle tariffe applicate dalle altre imprese di trasporto aereo.

3) Le tariffe di cui al paragrafo 2 del presente articolo sono, se possibile, concordate tra le imprese di trasporto aereo delle due Parti, previa consultazione delle altre imprese che operino su tutta o su parte della rotta;

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

le imprese devono, per quanto possibile, raggiungere tale accordo ricorrendo alla procedura dell'Associazione del Trasporto Aereo Internazionale per l'elaborazione delle tariffe.

4) Le tariffe così concordate sono sottoposte all'approvazione delle Autorità aeronautiche delle due Parti, almeno novanta giorni prima della data prevista per la loro entrata in vigore. In casi speciali, tale termine può essere ridotto, con il consenso delle dette Autorità.

5) Tale approvazione può essere data espressamente se né l'una né l'altra delle Autorità aeronautiche ha espresso il proprio dissenso entro un termine di trenta giorni a partire dalla data in cui le tariffe sono state ad esse sottoposte, conformemente al paragrafo 4 del presente articolo, le dette tariffe sono ritenute approvate. Nel caso in cui il termine per la richiesta di approvazione delle dette tariffe sia ridotto nel modo previsto dal paragrafo 4, le Autorità aeronautiche possono concordare un termine per la notifica di un eventuale dissenso inferiore a trenta giorni.

6) Quando una tariffa non può essere determinata conformemente alle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, o quando un'Autorità aeronautica, entro i termini di cui al paragrafo 5 del presente articolo, rende noto all'altra Autorità aeronautica il proprio dissenso sulle tariffe concordate conformemente alle disposizioni del paragrafo 3, le Autorità aeronautiche delle due Parti devono, dopo aver consultato le Autorità aeronautiche di ogni altro Stato il cui parere esse ritengano utile, cercare di determinare la tariffa mediante accordo tra di loro.

7) Se le Autorità aeronautiche non possono accordarsi su di una tariffa che è stata loro sottoposta conformemente al paragrafo 4 del presente articolo, o sulla determinazione di una tariffa ai sensi del paragrafo 6 del presente articolo, la controversia viene composta in vista dell'accordo bilaterale di trasporto aereo per la composizione delle controversie.

8) Ogni tariffa stabilita conformemente alle disposizioni del presente articolo resta in vigore sino alla determinazione di una nuova tariffa. Tuttavia, la validità di una tariffa non può essere prolungata in virtù del presente paragrafo per un periodo superiore a dodici mesi successivi alla data in cui essa avrebbe dovuto scadere.

ARTICOLO 3.

1) Ove non esista un accordo bilaterale di trasporto aereo tra le due Parti, od ove esista un accordo bilaterale, ma non comporti disposizioni per la composizione delle controversie, e sorga una controversia del tipo indicato nel paragrafo 7 dell'articolo 2, le due Parti possono, di comune accordo, sottoporre la controversia ad una persona od organismo, o, a richiesta di una di esse, concordare di sottoporla ad un tribunale composto di tre arbitri.

2) Al fine di costituire il tribunale arbitrale, ogni Parte nomina un arbitro entro un termine di sessanta giorni a partire dalla data di accettazione da parte dell'altra Parte, della domanda di arbitrato, e il terzo arbitro viene designato dai primi due arbitri entro un ulteriore termine di sessanta giorni a partire dalla nomina del secondo arbitro.

3) Se l'una o l'altra Parte si astiene dal nominare un arbitro entro il periodo specificato, o se il terzo arbitro non viene designato entro il termine

LEGISLATURA VI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

prescritto, il Presidente del Consiglio dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale può essere pregato da una delle Parti di completare il tribunale arbitrale. In tal caso, il terzo arbitro deve essere cittadino di uno Stato terzo ed assumere le funzioni di presidente del tribunale arbitrale.

4) A meno che le Parti non abbiano convenuto altrimenti, il Tribunale stabilisce la propria procedura. Tutte le sue decisioni sono adottate alla maggioranza dei voti e sono definitive.

ARTICOLO 4.

Fatte salve le disposizioni del paragrafo 7 dell'articolo 2 e dell'articolo 3, ogni controversia tra due o più Parti, concernente l'interpretazione o l'applicazione del presente Accordo che non possa essere composta mediante negoziato viene sottoposta ad arbitrato, a richiesta di una delle Parti. Se, entro i sei mesi seguenti alla data della domanda di arbitrato, le Parti non giungono ad accordarsi sull'organizzazione dell'arbitrato, una qualunque di loro può sottoporre la controversia alla Corte Internazionale di Giustizia, depositando una richiesta conformemente allo Statuto della Corte.

ARTICOLO 5.

Il presente Accordo è aperto alla firma di ogni Stato membro della Commissione Europea dell'Aviazione Civile.

ARTICOLO 6.

1) Il presente Accordo è soggetto alla notifica o alla approvazione degli Stati firmatari.

2) Gli strumenti di ratifica e le notifiche di approvazione saranno depositate presso l'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

ARTICOLO 7.

1) Il presente Accordo entra in vigore trenta giorni dopo che cinque Stati membri della Commissione Europea dell'Aviazione Civile avranno depositato lo strumento di ratifica o notificato la propria approvazione.

2) Nei confronti di ogni Stato che lo ratificherà o lo approverà successivamente, esso entrerà in vigore trenta giorni dopo il deposito dello strumento di ratifica o la notifica di approvazione.

ARTICOLO 8.

1) Il presente Accordo, dopo la sua entrata in vigore, è aperto all'adesione di ogni Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una organizzazione specializzata.

2) L'adesione si effettua mediante il deposito dello strumento di adesione presso l'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale ed acquista efficacia trenta giorni dopo la data di tale deposito.

ARTICOLO 9.

Il presente Accordo può essere denunciato da ciascuna Parte mediante notifica indirizzata all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale. Tale denuncia ha efficacia un anno dopo il ricevimento della detta notifica.

ARTICOLO 10.

1) Ciascuna Parte può, all'atto della firma, della notifica o dell'approvazione del presente Accordo nonché dell'adesione ad esso, dichiarare di non considerarsi vincolata dalle disposizioni dell'articolo 4. Le altre Parti non sono vincolate da dette disposizioni nei confronti della parte che ha formulato una tale riserva.

2) Ogni Parte che ha formulato una riserva conformemente alle disposizioni del precedente paragrafo può in ogni momento ritirarla mediante notifica indirizzata all'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

ARTICOLO 11.

1) Non appena entrato in vigore il presente Accordo viene registrato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a cura dell'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale.

2) L'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale trasmette una copia certificata del presente Accordo a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di una Agenzia specializzata.

3) L'Organizzazione dell'Aviazione Civile Internazionale notifica a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o di un'Agenzia specializzata:

- a) ogni firma del presente Accordo;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di ogni notifica di approvazione o di ogni strumento di adesione e la data di tale deposito;
- c) ogni notifica di denuncia ricevuta;
- d) ogni notifica di riserva formulata in applicazione dell'Articolo 10 ed ogni ritiro di tali riserve.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Accordo.

Fatto a Parigi, il 10 luglio 1967 in un unico esemplare nelle lingue francese, inglese e spagnola, ciascun testo facente ugualmente fede.

(Seguono le firme).